

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG64/1
26 janvier 1999

(99-0292)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LES ÎLES FÉROÉ (GOUVERNEMENT DU DANEMARK)

Le texte de l'Accord de libre-échange est reproduit dans le présent document.¹

Accord de libre-échange entre le gouvernement de la République d'Estonie et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des Îles Féroé

*Le gouvernement de la République d'Estonie et le gouvernement du Danemark et le
gouvernement local des Îles Féroé,*

Ci-après dénommés les parties contractantes,

Rappelant le statut des Îles Féroé en tant que partie autonome du Danemark;

Considérant l'importance vitale de la pêche pour les Îles Féroé dont elle constitue l'activité économique essentielle et dont le poisson et les produits de la pêche sont les principaux produits d'exportation;

Considérant l'importance vitale de la pêche pour l'Estonie;

Désireux de consolider et d'étendre les relations économiques existant entre l'Estonie et les Îles Féroé et d'assurer, dans le respect des conditions équitables de concurrence, le développement harmonieux de leur commerce mutuel dans le cadre de la coopération européenne;

Résolus, à cet effet, à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges, en conformité avec les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce concernant l'établissement de zones de libre-échange;

Se déclarant prêts à examiner, en fonction de tout élément d'appréciation et notamment de l'évolution de la coopération européenne, la possibilité de développer et d'approfondir leurs relations pour les étendre à des domaines non couverts par le présent accord;

¹ Les annexes et les protocoles qui accompagnent l'Accord ont été communiqués au Secrétariat où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 3006).

Ont décidé, dans la poursuite de ces objectifs et considérant qu'aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme exemptant les parties contractantes des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux,

De conclure le présent accord:

Article premier

Objectifs

1. Les parties contractantes établissent une zone de libre-échange, formée de la République d'Estonie et du gouvernement local des Îles Féroé, conformément aux dispositions du présent accord.
2. Le présent accord a pour objectifs:
 - a) de promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre les parties contractantes et de favoriser ainsi l'essor de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'accroissement de la productivité et la stabilité financière;
 - b) d'assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les parties contractantes;
 - c) de contribuer ainsi, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

CHAPITRE I

Article 2

Champ d'application

Le présent accord s'applique:

- a) aux produits relevant des chapitres 01 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises qui sont originaires d'Estonie ou des Îles Féroé.

Article 3

Droits de douane à l'importation et à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ou à l'exportation ni aucune nouvelle taxe d'effet équivalent ne sont introduits dans les échanges entre les parties contractantes.
2. Les parties contractantes suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane à l'importation ou à l'exportation et toutes les taxes d'effet équivalent. Les paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent conformément au Protocole n° 1 du présent accord.

Article 4

Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 5

Restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation ni aucune nouvelle mesure d'effet équivalent ne sont introduites dans les échanges entre les parties contractantes.
2. Toutes les restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 6

Concessions et politiques agricoles

1. Les dispositions du présent chapitre n'empêchent aucunement les parties contractantes de poursuivre leurs politiques agricoles respectives ni de prendre des mesures découlant de ces politiques, notamment la mise en œuvre des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.
2. Les parties contractantes se notifient mutuellement les modifications qu'elles apportent dans l'application de leurs politiques agricoles respectives ou les mesures appliquées qui peuvent affecter les conditions qui président à leurs échanges agricoles en vertu du présent accord. En pareil cas, à la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes, des consultations se tiennent rapidement afin d'examiner la situation.

Article 7

Mesures de sauvegarde spécifiques

Nonobstant les autres dispositions du présent accord, et en particulier celles de l'article 24, étant donné le caractère particulièrement sensible des produits agricoles, si les importations de produits originaires d'une partie contractante qui font l'objet de concessions accordées en vertu du présent accord entraînent de graves perturbations sur le marché de l'autre partie contractante, la partie contractante concernée engage immédiatement des consultations en vue de trouver une solution appropriée. En attendant qu'une solution soit trouvée, la partie concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires.

Article 8

Mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires

En matière vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, les parties contractantes appliquent leurs réglementations d'une manière non discriminatoire et s'abstiennent d'introduire de nouvelles mesures ayant pour effet d'entraver indûment les échanges.

CHAPITRE II

Dispositions générales

Article 9

Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole n° 2 du présent accord définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative en la matière.
2. Les parties contractantes adoptent les mesures appropriées (examens périodiques par le Comité mixte et arrangements de coopération administrative, entre autres).

Article 10

Impositions intérieures

1. Les parties contractantes s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des parties contractantes.
2. Les produits exportés vers le territoire d'une des parties contractantes ne peuvent bénéficier d'un remboursement d'impositions intérieures supérieur aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 11

Paiements

Les paiements afférents aux échanges commerciaux ainsi que le transfert de ces paiements en direction du territoire de la partie contractante sur lequel réside le créancier ne sont soumis à aucune restriction.

Article 12

Exceptions générales

Le présent accord ne fait pas obstacle aux prohibitions ou restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit justifiées par des raisons liées à la moralité publique, à l'ordre public ou à la sécurité publique, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, à la protection de la propriété intellectuelle, à la mise en œuvre des règles concernant l'or ou l'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables si ces dernières mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les parties contractantes.

Article 13

Exceptions concernant la sécurité

1. Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie contractante de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en œuvre des politiques nationales;
- i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées;
- ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
- iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

Article 14

Monopoles d'État

1. Les parties contractantes aménagent progressivement les monopoles d'État présentant un caractère commercial de manière à exclure toute discrimination entre les ressortissants des parties contractantes pour ce qui est des conditions d'achat et de commercialisation des marchandises.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par l'intermédiaire duquel les autorités compétentes des parties contractantes, *de jure* ou *de facto*, contrôlent, dirigent ou influencent sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les parties contractantes. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles délégués par un État à d'autres organismes.

Article 15

Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre les parties contractantes:

- a) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
- b) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des parties contractantes.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les parties contractantes ont concédé des privilèges spéciaux ou exclusifs. Les entreprises chargées de la prestation de services d'intérêt économique général et les monopoles générateurs de recettes fiscales sont soumis aux dispositions du paragraphe 1 pour autant que l'application de ces dispositions ne fasse pas obstacle, *de jure* ou *de facto*, à l'accomplissement de leurs tâches à caractère public.

3. Si une partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les paragraphes 1 et 2 et si cette pratique cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de cette partie contractante ou un dommage important à une branche de production nationale, elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 24.

Article 16

Protection de la propriété intellectuelle

1. Chaque partie contractante reconnaît le droit d'auteur et les droits voisins sur les œuvres dont sont titulaires les citoyens et les institutions de l'autre partie contractante ou leurs ayants droit, indépendamment du lieu de leur première publication. Chaque partie contractante assure la protection de ces droits dans les mêmes conditions que pour les droits créés par sa législation interne à l'égard de ses citoyens et institutions. En outre, les parties contractantes s'engagent à respecter mutuellement le droit d'auteur et les droits voisins de leurs citoyens et institutions conformément aux normes obligatoires dans l'Union européenne. En particulier, les parties contractantes s'engagent à respecter mutuellement les normes de protection prévues dans les Conventions de Berne et de Rome.

2. Les parties contractantes concèdent des droits de propriété intellectuelle et veillent à la protection de ces droits de manière non discriminatoire, y compris par des mesures prévoyant la concession de ces droits et par des mesures visant à les faire respecter. Les parties contractantes confirment leur volonté de respecter les obligations et les prescriptions résultant de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), ainsi que les autres accords signés par les deux parties contractantes, en particulier la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm, 1967).

3. Aux fins du présent accord, la "protection de la propriété intellectuelle" comprend en particulier la protection du droit d'auteur et des droits voisins, y compris sur les programmes d'ordinateurs et les bases de données, des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques, des dessins et modèles industriels, des brevets, des topographies de circuits intégrés et des renseignements non divulgués concernant le savoir-faire.

4. Les parties contractantes peuvent conclure d'autres accords allant au-delà des prescriptions du présent accord.

5. Les parties contractantes coopèrent en matière de protection de la propriété intellectuelle. Elles organisent, à la demande de l'une ou l'autre partie contractante, des consultations d'experts sur ces questions, notamment sur les activités liées aux conventions internationales actuelles ou à venir concernant l'harmonisation, l'administration et le respect des droits de propriété intellectuelle, sur les activités d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ainsi que sur les relations des parties contractantes avec des pays tiers en matière de propriété intellectuelle.

Article 17

Marchés publics

1. Les parties contractantes considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent accord.
2. Les parties contractantes élaborent progressivement leurs réglementations respectives en matière de marchés publics dans le but d'accorder aux fournisseurs de l'autre partie contractante l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs, conformément aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics figurant à l'Annexe IV de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.
3. Le Comité mixte examine les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du présent article et peut formuler des recommandations concernant les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2 de manière à garantir le libre accès, la transparence et le parfait équilibre des droits et des obligations.
4. Au cours de l'examen mentionné au paragraphe 3, le Comité mixte peut envisager la possibilité d'élargir le champ d'application et/ou le degré de l'ouverture des marchés prévue au paragraphe 2, notamment à la lumière de faits nouveaux survenus et des réglementations adoptées dans ce domaine au plan des relations internationales.
5. Les parties contractantes s'efforcent d'accéder aux accords pertinents négociés dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

Article 18

Dumping

Si l'une des parties contractantes constate des pratiques de dumping dans les échanges avec l'autre partie contractante, elle peut prendre des mesures appropriées contre ces pratiques conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, suivant les conditions et la procédure établies à l'article 24.

Article 19

Mesures de sauvegarde générales

1. Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:
 - a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents établis sur le territoire de la partie contractante importatrice, ou
 - b) de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 24.

Article 20

Réexportation et pénurie grave

1. Lorsque l'application des dispositions des articles 3 et 5 donne lieu:
 - a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la partie contractante exportatrice maintient, pour le produit en question, des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures ou taxes d'effet équivalent; ou
 - b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la partie contractante exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie;

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la partie contractante exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 24.

Article 21

Difficultés de balance des paiements

1. Les parties contractantes s'efforcent de ne pas imposer de mesures restrictives à des fins de balance des paiements, y compris des mesures liées aux importations.
2. Lorsque l'une des parties contractantes éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, elle peut, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, adopter des mesures restrictives, y compris des mesures liées aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Ces mesures sont progressivement assouplies au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et elles sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La partie contractante concernée informe sans délai l'autre partie contractante de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que possible, un calendrier pour leur suppression.

Article 22

Aides publiques

1. Toute aide accordée par un État partie contractante ou prélevée sur les ressources de l'État sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions est, dans la mesure où elle affecte les échanges entre les parties contractantes, incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord.
2. Le Comité mixte adopte, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, les critères en fonction desquels les pratiques contrevenant au paragraphe 1 sont appréciées, ainsi que des règles en vue de leur mise en œuvre.
3. Les parties contractantes garantissent la transparence dans le domaine des aides publiques, notamment en communiquant à l'autre partie contractante, sur une base annuelle, le montant total et la répartition de l'aide accordée et en fournissant à l'autre partie contractante, sur demande, des informations sur les programmes d'aide ou sur des cas particuliers d'aide publique.

4. Si une partie contractante estime qu'une pratique donnée:
- est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 et n'est pas traitée convenablement dans les règles de mise en œuvre prévues au paragraphe 3, ou
 - à défaut de telles règles, et si cette pratique lèse ou menace de léser sérieusement les intérêts de cette partie contractante ou cause ou menace de causer un préjudice important à une branche de production nationale,

elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les dispositions de l'article 24. Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec les procédures et aux conditions de l'Organisation mondiale du commerce et de tout autre instrument pertinent négocié sous ses auspices qui est applicable entre les parties contractantes.

Article 23

Exécution des obligations

1. Les parties contractantes prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations qui leur incombent au titre du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs énoncés dans le présent accord soient atteints.
2. Si une partie contractante estime que l'autre partie contractante a manqué à une obligation découlant du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 24.

Article 24

Procédure d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer la procédure d'application des mesures de sauvegarde énoncée dans les paragraphes suivants du présent article, les parties contractantes s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes.
2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 6 du présent article, la partie contractante qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre partie contractante et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les parties contractantes ont lieu sans délai dans le cadre du Comité mixte en vue de trouver une solution acceptable pour les parties contractantes.
3. Pour la mise en œuvre du paragraphe 2, les dispositions suivantes s'appliquent:
 - a) S'agissant des articles 17 et 22, le Comité mixte examine l'affaire ou la situation et peut prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la partie contractante concernée. À défaut de décision dans un délai de 30 jours à compter de celui où le Comité mixte a été saisi de la question, la partie contractante concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.
 - b) S'agissant de l'article 23, la partie contractante concernée peut prendre les mesures appropriées une fois les consultations terminées ou après que se soit écoulée une période de trois mois à compter de la date de la première notification à l'autre partie contractante.

- c) S'agissant des articles 18 et 21, la partie contractante concernée prête au Comité mixte toute l'assistance nécessaire en vue de l'examen de l'affaire et, s'il y a lieu, élimine la pratique incriminée. À défaut pour la partie contractante en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte, ou à défaut d'accord au sein de ce dernier dans un délai de 30 jours après qu'il a été saisi de l'affaire, la partie contractante concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.

4. Les mesures de sauvegarde prises sont notifiées immédiatement à l'autre partie contractante. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne dépassent pas le dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord.

5. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur atténuation, dès que possible.

6. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la partie contractante concernée peut, dans les situations visées aux articles 15, 18, 20 et 22, appliquer immédiatement les mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les parties contractantes ont lieu dès que possible au sein du Comité mixte.

Article 25

Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier, pour autant que ceux-ci n'aient aucun effet préjudiciable sur le régime des échanges prévu par le présent accord, et notamment les dispositions concernant les règles d'origine.

CHAPITRE III

Dispositions institutionnelles et finales

Article 26

Comité mixte

1. Il est établi un Comité mixte composé de représentants désignés par les parties contractantes.
2. La mise en œuvre du présent accord est supervisée et administrée par le Comité mixte.

Article 27

Procédures du Comité mixte

1. Pour que le présent accord soit mis en œuvre dans de bonnes conditions, les parties contractantes procèdent, chaque fois qu'il est nécessaire, à des échanges de renseignements et, à la demande de l'une d'entre elles, tiennent des consultations.

2. Aux fins de la mise en œuvre du présent accord, les dispositions suivantes sont applicables:
- a) Les échanges de renseignements et consultations visés au paragraphe 1, et en particulier les consultations et prises de décisions visées à l'article 24, se font, selon qu'il convient, au Comité mixte.
 - b) Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.
 - c) Pour que le présent accord soit mis en œuvre dans de bonnes conditions, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire. Chaque partie contractante peut demander sa convocation.
 - d) Le Comité mixte prend ses décisions d'un commun accord.
 - e) Le Comité mixte établit son règlement intérieur.
 - f) Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.
 - g) Le Comité mixte peut décider de modifier les protocoles du présent accord.

Article 28

Clause évolutive

1. Lorsqu'une partie contractante estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des parties contractantes, de développer les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre partie contractante une demande motivée.
2. Les accords résultant de la procédure définie au paragraphe 1 sont soumis à la ratification ou à l'approbation des parties contractantes, conformément aux procédures internes prévues par leur législation.

Article 29

Annexes et protocoles

Les annexes et les protocoles du présent accord en font partie intégrante.

Article 30

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de réception de la dernière note diplomatique confirmant que toutes les procédures internes prévues par la législation de chaque partie contractante pour l'entrée en vigueur des modifications ont été accomplies.

Article 31

Validité et dénonciation

Chacune des deux parties contractantes peut dénoncer le présent accord au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre partie contractante. L'accord cesse d'être en vigueur 12 mois après la date à laquelle l'autre partie contractante a reçu la notification.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Torshavn, le ... novembre 1997 en trois exemplaires et en langue anglaise.

Pour le gouvernement
de la République d'Estonie

Pour le gouvernement du Danemark
et le gouvernement local des Îles Féroé
